

études
rurales

Études rurales

171-172 | 2004

Les « petites Russies » des campagnes françaises

Tensions entre socialisme et communisme en Bourbonnais (1945-2002)

Fabien Conord



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8095>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8095

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 115-124

Référence électronique

Fabien Conord, « Tensions entre socialisme et communisme en Bourbonnais (1945-2002) », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8095> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8095

© Tous droits réservés

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_171&ID_ARTICLE=ETRU_171_0115

Tensions entre socialisme et communisme en Bourbonnais (1945-2002)

par Fabien CONORD

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/3-4 - N° 171-172

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2007-6 | pages 115 à 124

Pour citer cet article :

—Conord F., Tensions entre socialisme et communisme en Bourbonnais (1945-2002), *Études rurales* 2004/ 3-4, N° 171-172, p. 115-124.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

TENSIONS ENTRE SOCIALISME ET COMMUNISME EN BOURBONNAIS (1945-2002)

Fabien Conord

COMMENTANT les élections législatives de 1968, Georges Rougeron, sénateur SFIO et président du conseil général, observe :

En Bourbonnais, ce sont les paysans qui demeurent les plus fidèles à la gauche-extrême gauche¹.

Ce constat résume assez justement un demi-siècle de vie politique dans l'Allier. Socialistes et communistes s'y partagent plus de la moitié des suffrages exprimés, occupant, jusque dans les années quatre-vingt, l'essentiel des sièges de conseillers généraux.

La compétition entre les deux formations politiques a longtemps constitué l'enjeu majeur des renouvellements électoraux dans les campagnes de l'Allier, d'où l'intérêt d'examiner les rapports de force entre ces deux partis et leurs atouts respectifs. Les luttes d'influence entre socialistes et communistes permettront ainsi de comprendre les modalités d'implantation de la gauche et, singulièrement, de saisir la progression du PCF dans ces territoires.

Le travail de légitimité historique

La gauche bourbonnaise urbaine s'est construite une légitimité en ayant constamment recours aux usages politiques du passé [Conord 2003 ; Hartog et Revel eds. 2001].

Dans le monde rural, la première référence concerne le combat des républicains du XIX^e siècle. Dans un livre d'entretiens réalisé à l'occasion de la campagne présidentielle de 1988, André Lajoinie évoque les élections de 1849, où, dans l'Allier, « les sept sièges à pourvoir sont allés aux républicains et aux républicains sociaux, c'est-à-dire aux socialistes et communistes en puissance ». Il ajoute :

[...] les actions néfastes des fermiers généraux, au service des grands propriétaires fonciers, avaient semé la révolte dans les campagnes ; ce mouvement s'est prolongé et amplifié dans le monde ouvrier avec l'industrialisation [Lajoinie et Passevant 1987 : 164].

Souligner l'adéquation avec les structures foncières tend à reléguer au second plan le caractère légaliste du soulèvement de 1851. Les socialistes s'en tiennent, quant à eux, à une lecture plus politique, voire institutionnelle, des faits. À cet égard, le titre d'un ouvrage de François Colcombet, alors député socialiste de l'Allier (Moulins), élu local dans le canton de Dompierre-sur-Besbre, est emblématique : *La République nous appelle ou comment des républicains d'entre Loire et Besbre ont subi la déportation et l'exil pour avoir défendu la République contre l'attentat criminel du 2 décembre 1851* [2002].

1. « Les élections législatives en Allier », *Centre-Matin*, 12 juillet 1968.

Le soulèvement de 1851 apparaît en effet comme le principal marqueur de cette identité républicaine. La résistance au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte a été spécialement forte dans le sud de la Sologne bourbonnaise, autour de Jaligny et du Donjon².

La Seconde Guerre mondiale occupe également une place importante dans le discours des partis de gauche. En 1944, les pouvoirs sont partagés entre communistes et socialistes, bien que ces derniers soient majoritaires dans le Comité départemental de Libération, dont le président et le secrétaire appartiennent à la SFIO et à l'entourage de Marx Dormoy. Les socialistes rendent régulièrement hommage à cet homme, ancien ministre de l'Intérieur du Front populaire, fusillé en 1941. Ce type de manifestation ne concerne pas les campagnes, et les socialistes ruraux ne semblent pas avoir utilisé particulièrement leurs états de service, pourtant réels.

La mémoire de la Seconde Guerre mondiale a fait l'objet d'une sollicitude plus grande de la part du PCF, conformément à un schéma national où la Résistance représente une référence fondamentale. Par l'organisation de maquis, le parti communiste a pu se constituer de véritables fiefs, sans égaler toutefois l'autorité qu'il a dans le Limousin. La référence résistancialiste est d'autant plus prononcée au PCF que le député de la 3^e circonscription, la plus rurale, n'est autre que Pierre Villon, de son vrai nom, Roger Ginsburger, vice-président du CNR (Conseil national de la Résistance). Un député SFIO, Henri Ribière, élu entre 1945 et 1946, a, lui aussi, siégé au CNR. Villon s'est très vite imposé comme le principal détenteur de la légitimité en ce domaine, grâce à ses fonctions

dirigeantes, à son mariage avec Marie-Claude Vaillant-Couturier, ancienne déportée, grâce aussi au départ de Ribière pour Paris, en 1946. En 1983 paraît, à titre posthume, un dialogue écrit avec l'historien communiste Claude Willard, intitulé *Pierre Villon, membre fondateur du CNR, résistant de la première heure* [Villon et Willard 1983]. Successeur de Pierre Villon comme député en 1978, André Lajoinie, qui a préfacé cet ouvrage, perpétue la tradition d'hommage à la résistance communiste. En 1996, fait chevalier de la Légion d'honneur, il est décoré par Georges Gavelle, « fondateur du premier maquis de l'Allier »³. Ce maquis a vu le jour au hameau des Champs, à Meillard, en mai 1943 [Rougeron 1983 : 429], commune dont la mairie fut détenue par le PCF jusqu'aux élections municipales de 1989. André Sérézat relève d'ailleurs que « le choix du site [fut] déterminé davantage par le soutien logistique paysan que par la topographie du lieu » [1985 : 160].

En 2002, accordant un entretien à *La Montagne* à l'occasion de son retrait de la vie politique, André Lajoinie évoque encore la Seconde Guerre mondiale, au travers d'un arbre symbolique qu'il veut garder vivant :

[...] je vais tous les ans voir le chêne de la Résistance dans la forêt de Tronçais. Un arbre qui a quatre siècles et que j'ai fait classer monument historique [...]. Chaque

2. Le travail de F. Colcombet s'inscrit dans une vision contemporaine et militante de l'Histoire. La dédicace est adressée « aux enfants des cantons du Donjon et de Jaligny-sur-Besbre », et la couverture est rouge.

3. *La Montagne*, 23 juin 1996.

été, je vais me promener par là pour vérifier qu'il a bien quelques petites feuilles vertes⁴.

Enfin, de 1985 à 1995, trois publications dues à des militants communistes bourbonnais sont consacrées à l'exaltation de la résistance communiste [Passevant 1995 ; Sérézat 1985 et 1995].

Les événements évoqués sont un des ressorts du discours politique mais sont aussi gravés dans le paysage. Plusieurs plaques rendent hommage, à Saint-Léon ou à Meillard, aux victimes du coup d'État de 1851 et de la Seconde Guerre mondiale, sans toutefois dessiner une géographie symbolique aussi prégnante qu'à Commeny ou à Montluçon. Cette absence de marqueurs identitaires forts n'a pas empêché la gauche de dominer la vie politique des campagnes de l'Allier jusqu'au début du XXI^e siècle.

Rivalité politique et géographie électorale

De manière discontinue certes, tous les cantons ruraux du département ont été détenus par la gauche, hormis ceux de Chantelle et du Mayet-de-Montagne. De 1945 à 1970, les socialistes sont majoritaires au conseil général. En revanche, ils sont devancés par le PCF lors des élections nationales, dès juin 1946 : en 1956, la SFIO accuse 23 373 voix de retard sur son rival de gauche. L'assemblée départementale est pourtant socialiste, les modérés étant souvent absents de la compétition, ce qui fait que la SFIO recueille une majorité de suffrages contre le PCF.

Le corps des conseillers généraux socialistes présente une assez grande homogénéité, composé pour l'essentiel d'artisans vivant et travaillant au cœur des villages et non dans les écarts, où résident principalement les agriculteurs. Pour la plupart, les élus SFIO exercent

d'anciens métiers artisanaux condamnés par l'évolution économique mais qui permettent encore, dans les années cinquante et soixante, d'être au centre de la sociabilité locale. Parmi eux, on compte deux menuisiers-charrons, un maréchal-ferrant, un entrepreneur de battages et un négociant en bestiaux [Conord 2002].

Les élus cantonaux communistes sont alors peu nombreux ; leurs fiefs sont Bourbon-l'Archambault, Le Montet, Lurcy-Lévis. Les trois élus de Bourbon-l'Archambault et du Montet présentent la particularité de n'être pas conseillers municipaux. Il est vrai que Alexis Gaume et Roger Berthon, qui se succèdent à Bourbon-l'Archambault, habitent le chef-lieu de canton, conquis par le PCF seulement en 1977.

Les communes les plus agricoles, les moins peuplées, apparaissent comme les plus favorables au PCF [Misché 2002]. Celui-ci ne pénètre les grosses bourgades qu'à l'occasion des élections municipales de mars 1977, grâce à l'Union de la gauche : il conquiert Bourbon-l'Archambault, Cosne-d'Allier, Saint-Pourçain-sur-Sioule. La dynamique du printemps 1977 est d'ailleurs générale dans l'Allier, avec la victoire du PCF à Montluçon, comme elle l'est en France. En 1979, les communistes, bénéficiaires du redécoupage des cantons montluçonnais, emportent encore la présidence du conseil général, où s'installe un élu urbain, Henri Guichon⁵.

Dans le monde rural, le manque de relève des élus SFIO par le PS et la logique unitaire

4. É. Moine, « André Lajoinie, ses racines et son chêne », *La Montagne*, 10 juin 2002.

5. Henri Guichon est issu du monde paysan puisqu'il fut ouvrier agricole à Noyant-d'Allier durant sa jeunesse.

assurent la prééminence du PCF, qui tire profit de son militantisme, infiniment supérieur à celui des socialistes. En 1968, la fédération communiste compte 37 sections et 4 242 adhérents [Bonnet 2003 : 10 et 14] ; la SFIO ne totalise que 920 adhérents et 33 sections [Conord 2002 : 41]. Tous les chefs-lieux de canton comprennent une section du PCF (hormis Le Montet), alors que la SFIO est absente de Bourbon-l'Archambault, Chevagnes, Lurcy-Lévis et du Montet⁶. L'implantation communiste est néanmoins beaucoup plus forte que ces chiffres ne le montrent, car il faut tenir compte de l'existence de 147 cellules rurales réparties sur tout le territoire départemental, à la différence des sections de la SFIO⁷. Les années soixante-dix consacrent donc l'hégémonie du PCF.

Toutefois, le parti communiste ne tarde pas à subir des revers. En 1982, le conseil général lui échappe au profit d'un modéré, élu, il est vrai, au bénéfice de l'âge. Le PCF perd les cantons de Lurcy-Lévis et de Saint-Pourçain-sur-Sioule. À l'issue des élections municipales de 1983, les deux chefs-lieux de canton basculent à droite⁸. Ces pertes n'affectent pas le leadership du PCF sur l'ensemble de la gauche, en raison de l'affaiblissement concomitant du PS.

Parmi les facteurs favorables au PCF, le « découpage très politique » de 1958, avec la création d'une circonscription s'étendant sur 100 kilomètres du nord au sud et incluant dix cantons, agit de façon positive et contre toute attente :

[...] le pronostic reposait sur l'idée que le communisme était plus vulnérable en milieu rural qu'en milieu urbain. Il était, bien

entendu, erroné, et, dès 1958, la circonscription de Gannat a été représentée par un communiste [Mazataud 1988 : 199-200].

La 3^e circonscription, dite de Gannat-Saint-Pourçain-sur-Sioule, compte pourtant cinq conseillers généraux SFIO sur dix en 1958, et un député socialiste y est élu en 1962 ; mais c'est le seul renouvellement où le siège échappe au PCF, entre 1958 et 1993. En effet, les bastions du communisme rural sont tous, à l'exception de Lurcy-Lévis, regroupés dans cette circonscription. À l'inverse, les cantons les plus fidèles à la SFIO se situent aux marges du département, à l'extérieur du triangle formé par Montluçon, Moulins et Vichy : Marcillat-en-Combraille, Huriel, Dompierre-sur-Besbre, Le Donjon, voire Chevagnes et Jaligny-sur-Besbre.

Les terres de prédilection du socialisme bourbonnais se trouvent donc morcelées, alors que le PCF peut utiliser toute sa force de frappe dans la 3^e circonscription qu'il conserve pendant environ une trentaine d'années. Le redécoupage de 1986 touchant trois circonscriptions attribuée au PCF deux cantons supplémentaires, Lurcy-Lévis et Varennes-sur-Allier, qui ne modifient pas foncièrement la donne. En revanche, à Moulins, l'administration enlève un canton à la circonscription la moins peuplée du département, contre l'avis de la

6. Le canton du Montet compte une section du PCF et une section de la SFIO, mais hors du chef-lieu.

7. La SFIO réunit 103 sections en 1946 ; dès 1949, ce chiffre tombe à 56.

8. Lurcy-Lévis avait auparavant un maire socialiste, Saint-Pourçain-sur-Sioule un édile communiste.

commission des Sages. Cette décision a pour conséquences de renforcer le poids de la ville de Moulins (maire RPR) et d'affaiblir la gauche, privée de l'un des cantons les plus ruraux de l'Allier, qui lui est favorable lors des élections nationales⁹. Quant à la 3^e circonscription, sa taille démesurée rend son unité problématique, ainsi que le souligne André Lajoinie, au soir de sa carrière :

[...] la 3^e n'a qu'un seul point central, un seul point de convergence de sa population, son député¹⁰.

La carte du communisme rural se modifie à la fin du XX^e siècle, la perte de bastions traditionnels étant compensée par la conquête de nouveaux espaces, comme les cantons de Hérisson et de Souvigny en 1998. La fidélité de ces terres n'est pas aussi assurée que celle du Centre-Nord bocager. Or cette zone dispose d'élus divers droite, jeunes, tombeurs du PCF durant les années quatre-vingt-dix. Yves Simon est le plus représentatif d'entre eux, conquérant tour à tour sur les communistes la mairie de Meillard (1989), le canton du Montet (1992)¹¹ et la 3^e circonscription (2002). Cette dernière victoire marque la fin d'une époque. En effet, si Pierre Villon et André Lajoinie ont pu successivement détenir ce mandat sans résider de manière permanente sur leur terre d'élection, le parachutage, pourtant proche, de Jean-Claude Mairal, communiste domicilié à Moulins, a échoué. Il est vrai qu'André Lajoinie a bénéficié aussi de sa position de directeur du journal *La Terre*, dont l'efficacité fut grande dans un département où le militantisme paysan occupait traditionnellement une place considérable.

La relégation des paysans dans le syndicalisme agricole

Durant les heures difficiles des années quatre-vingt, Pierre Mazataud souligne que, « dans cette aire stable, prévaut une orthodoxie pratiquement sans faille ». Le même auteur précise que « l'action du PC dans les milieux ruraux ne se concevrait pas sans le support logistique qu'assurent les services urbains du parti » [*op. cit.* : 67 et 113].

Les deux fédérations, socialiste et communiste, sont constamment dominées par des militants urbains¹². Le secrétariat fédéral n'a jamais été détenu par un agriculteur en activité. Quant aux parlementaires, trois seulement sont issus du monde paysan, entre 1945 et 2002 : Marcel Pouyet, Jean Billaud et André Lajoinie, encore qu'il faille apporter quelques réserves. Jean Billaud est, de fait, proclamé député en février 1968, après le décès du titulaire, mais ne siège que trois mois au Palais-Bourbon ; quand Lajoinie est élu député en 1978, il est permanent et dirigeant du PCF depuis de longues années. La place des agriculteurs est extrêmement

9. Les deux victoires de Pierre-André Périssol (RPR, UMP), en 1993 et 2002 (avec 86 voix d'avance), donnent raison à la logique politique qui a présidé au retrait d'un canton à la circonscription la moins peuplée.

10. É. Moine, « André Lajoinie, ses racines et son chêne », *La Montagne*, 10 juin 2002.

11. Le PCF a reconquis ce canton en 2004.

12. Le seul parti de gauche qu'ont dominé les paysans dans l'Allier est le PSU (Parti socialiste unitaire), dans les années cinquante. La figure de Marcel Pouyet, député SFIO puis candidat sur la liste PCF en 1951, est la plus illustre de cette structure partisane à l'existence brève.

réduite au sein des conseils généraux. Depuis 1970, un seul élu cantonal socialiste a exercé cette profession. Les agriculteurs représentent en revanche la moitié des conseillers généraux ruraux du PCF (sept sur quatorze), de 1945 à nos jours. Cependant, les élus les mieux implantés, dans les plus solides bastions du communisme rural, les quatre élus de Bourbon-l'Archambault, par exemple, ne sont pas des paysans. Alexis Gaume, élu entre 1919 et 1961, est commerçant ; Roger Berthon, ancien agriculteur, est également commerçant au moment de son élection en 1961 ; Robert Chaput, élu en 1981, est enseignant ; Gilles Mazuel, actuel conseiller, est secrétaire général de mairie. Parmi les agriculteurs communistes, seul Yvan Déternes, élu dans le canton du Montet entre 1961 et sa défaite en 1992, connaît une longévité exemplaire. Cette rareté des mandats électifs est à mettre en relation avec la spécialisation des militants paysans pour le syndicalisme agricole.

Regroupé par l'État français au sein de la corporation paysanne, le syndicalisme agricole retrouve sa liberté d'expression à la Libération. Dans l'Allier, la FSEA (puis la FDSEA : Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) se dote, en 1946, d'une direction collective où socialistes et communistes se partagent les tâches¹³. Les militants des deux partis se retrouvent à la CGA (Confédération générale de l'agriculture), créée à Paris les 16, 17 et 18 mars 1945. Les syndicalistes bourbonnais encouragent, eux aussi, la coexistence d'adhérents de différents partis au sein de leur organisation. L'hebdomadaire syndical, *Le Réveil paysan de l'Allier*, exprime cette volonté :

[...] si vous appartenez à un parti, restez-y, discutez à vos sections, à vos cellules, de vos idées politiques, c'est là que doivent se faire les discussions de parti, non au syndicat¹⁴.

Cette unité masque mal la compétition entre socialistes et communistes ; ces derniers prennent rapidement l'ascendant. En 1950, le secrétariat général de la CGA dans l'Allier échappe au socialiste Phelouzat, au profit du communiste Albert Poncet. Dès 1952, tous les éditoriaux du *Réveil paysan de l'Allier* sont signés par des membres du PCF. La défaite socialiste s'explique en partie par la scission du PSU (Parti socialiste unitaire), dont les adhérents font liste commune avec les communistes lors des élections, de 1952, à la Chambre d'agriculture. Certains socialistes SFIO figurent à leurs côtés, d'autres sur une liste concurrente. L'absence d'une ligne politique ferme irrite fortement le secrétaire de la fédération socialiste, Georges Rougeron¹⁵.

Les années cinquante marquent donc la domination des communistes au sein du syndicalisme agricole dans l'Allier, élément décisif pour comprendre la marginalisation des socialistes. La Chambre d'agriculture compte néanmoins deux présidents appartenant à la SFIO, entre 1958 et 1975 : Pierre Boulois et Henri Sarron. L'avènement du second, maire de Saulzet, en 1964, constitue en réalité une étape pour les communistes, qui l'ont soutenu dans

13. *Le Réveil paysan de l'Allier*, 15 février 1946.

14. *Le Réveil paysan de l'Allier*, 1^{er} février 1946.

15. OURS, rapports fédéraux 1952 (B479BD) et 1953 (E887MM).

sa rivalité avec Boulois, conseiller général SFIO (élu dans le canton de Cérilly), et qui profitent de l'occasion pour phagocyter le bureau de l'assemblée consulaire, les trois vice-présidents appartenant au PCF. À la mort de Sarron, c'est un communiste, Georges Mercier, conseiller municipal à Saint-Bonnet-de-Four, qui devient président de la Chambre d'agriculture de l'Allier¹⁶. Son décès en 1989 fait d'un autre militant du PCF, Jacky Bélien, le nouveau président de l'assemblée consulaire. Celle-ci est perdue par la gauche en 1995, au profit d'une liste regroupant diverses forces de droite et des organisations catégorielles (syndicat des irrigants, par exemple). Le principal collègue, celui des chefs d'exploitation, a donné la majorité à la nouvelle direction. Le collègue des retraités a largement voté pour la liste de gauche, ce qui ne laissait guère présager un renversement de situation en 2001 puisque c'est parmi les forces vives que le déclin de la gauche était le plus net.

Les élections consulaires de 2001 confirment ce changement considérable dans le vote paysan. Le président sortant de la Chambre d'agriculture est reconduit dans ses fonctions, malgré la présence d'une liste dissidente à droite (qui recueille 6 % des suffrages exprimés). La gauche part au combat divisée : la Confédération paysanne attire sur son programme 12,49 % des voix ; la FDSEA, où se retrouvent militants socialistes et communistes¹⁷, doit se contenter de 31,99 %, accusant 958 voix de retard sur la principale liste de droite. Le 4^e collègue, celui des retraités, reste fidèle à la tradition politique bourbonnaise, en accordant 64,44 % à la liste FDSEA.

L'observation de quelques résultats locaux

met en lumière l'ampleur du changement : la gauche est minoritaire dans les cantons de Ébreuil et de Hérisson (dont les conseillers généraux sont communistes) ; à Ygrande, commune symbole du communisme rural, la gauche, dans son ensemble, n'obtient qu'une seule voix d'avance sur la droite¹⁸.

Les raisons d'un tel déclin sont multiples. La gauche, ici le parti communiste, doit faire face à de profondes mutations dans le monde agricole. La disparition de nombreuses exploitations de petite taille la prive d'un électorat souvent fidèle. De surcroît, le département a été classé « zone d'accueil » en 1963 afin d'encourager la venue d'agriculteurs du grand Ouest et aussi de Saône-et-Loire. Ces « migrants », souvent mal accueillis, finissent par s'intégrer et par détenir des postes à responsabilités. Or, leur dynamisme et leur volonté de s'investir agissent contre la tradition bourbonnaise. Ces hommes ont une culture politique différente de celle des paysans locaux. À de rares exceptions près, ils s'engagent contre la majorité en place à la Chambre d'agriculture [Mischi *op. cit.* : 668]. Après deux tentatives malheureuses en 1983 et 1988, c'est l'un d'entre eux, Jean-Marie Lesage, qui emporte la présidence de l'organisme consulaire en 1995. Enfin, il est possible que l'attitude souvent négative du syndicalisme de gauche dans l'Allier

16. *Le Bourbonnais rural*, 23 septembre 1975.

17. Bruno Vif, président de la FDSEA depuis 1996, est de sensibilité socialiste (*La Montagne*, 22 mai 1996), mais les communistes continuent de fait à diriger le syndicat.

18. *La Montagne*, 2 février 2001 et *Le Bourbonnais rural*, 9 février 2001.

ait contribué à lasser les électeurs paysans. Telle est la conviction de Jean-Paul Diry, qui estime que les multiples combats syndicaux contre la Politique agricole commune et, plus généralement, contre la plupart des initiatives gouvernementales « ont usé les énergies et contribué au maintien de la situation existante » [1990 : 136]¹⁹. Or le monde agricole demeure l'univers dominant des campagnes bourbonnaises, assez peu industrialisées.

Les petites villes représentent, en effet, des pôles d'emploi dont le pouvoir attractif est souvent limité. L'industrie agroalimentaire se résume essentiellement à l'abattoir de Villefranche-d'Allier, fondé en 1935 par « une poignée d'éleveurs » [*ibid.* : 137 et 142]. L'activité minière a été longtemps un marqueur fort de ces territoires et un élément important de la domination de la gauche. Les mines de charbon de Bert et de Montcombroux-les-Mines ont cessé leur activité en 1950. Ces communes de l'est du département sont demeurées des terres de gauche, acquises aux socialistes, pour la première, aux communistes, pour la seconde. Buxières-les-Mines et Saint-Hilaire, dans le bassin de l'Aumance, appartiennent au canton de Bourbon-l'Archambault et constituent des bastions communistes jugés inexpugnables depuis 1920. Pourtant, en 2001, le PCF a perdu la mairie de Saint-Hilaire. Non loin, Châtillon, autre site d'extraction charbonnière, relève de la même tradition rouge. En revanche, la commune limitrophe de Noyant-d'Allier, socialiste encore dans les années cinquante, a modifié radicalement son comportement électoral (au profit de la droite) après l'arrivée de rapatriés d'Indochine dans les corons de la petite cité. La pagode qui s'y dresse aujourd'hui face au che-

valemment de mine est le symbole de ce changement d'identité.

Le peuple mineur des campagnes bourbonnaises était pour le PCF un précieux point d'appui. Les élections des délégués mineurs qui se déroulent après guerre traduisent un soutien massif à la CGT. FO ne présente même pas de liste à Bert-Montcombroux, Bézenet, Buxières-les-Mines et aux Plamores en 1949²⁰. Le PCF comptait sur les cellules d'entreprise chez les mineurs et les ouvriers de diverses usines (dont l'abattoir de Villefranche-d'Allier), atout important face au parti socialiste. Or, en 2000, une seule cellule, celle des cheminots de Saint-Germain-des-Fossés, continuait à fonctionner [*Mischi op. cit.* : 650]. Le syndicalisme et le militantisme en entreprise semblent donc en crise.

Ces reculs n'ont guère été compensés par l'investissement, assez timide, des élus de gauche dans la récente mise en place des structures intercommunales²¹. Or, la gestion d'associations aussi diverses que les coopératives d'habitat rural ou d'insémination artificielle, les syndicats intercommunaux d'électrification, de cylindrage et d'adduction d'eau avait fortement contribué à l'implantation de la SFIO dans les

19. Cette opinion a été émise en 1990 ; elle est toujours valide durant la décennie suivante.

20. Archives départementales de l'Allier, 667W40, procès-verbaux de l'élection des délégués mineurs, 26 avril 1949. En revanche, FO est implantée dans le bassin de Commentry, plus urbanisé.

21. Quelle que soit leur tendance politique, les élus bourbonnais n'ont, d'ailleurs, pas fait preuve d'un grand enthousiasme à l'égard de l'intercommunalité.

campagnes de l'Allier. La réduction conséquente du nombre d'élus socialistes et l'achèvement de l'équipement rural ont entraîné la fin de ces pratiques si précieuses pour la constitution et la conservation d'un bastion électoral.

En conclusion, dès 1946, le PCF recueille plus de voix que la SFIO lors des élections législatives mais doit attendre les années soixante-dix pour détenir de nombreux cantons et municipalités. Il domine nettement le syndicalisme agricole, où les socialistes jouent rapidement un rôle de supplétifs.

Le PCF a su réactiver à son profit la mémoire des événements fondateurs de la gauche bourbonnaise en milieu rural ; il a bénéficié du dynamisme de ses militants et de la longévité de ses représentants. Son déclin, tardif, est pourtant réel ; il résulte d'une évolution sociologique

défavorable mais aussi d'un manque de renouvellement des hommes et des problématiques. La gauche, et particulièrement le parti communiste, éprouve des difficultés d'adaptation vis-à-vis des nouvelles conditions économiques et sociales.

La mise en perspective des élections professionnelles (Chambre d'agriculture) et générales conduit à mettre au jour l'importance d'un métier, celui d'agriculteur, dans la gestion des campagnes. Les votes agricoles et ceux de la population rurale bourbonnaise, dans son ensemble, paraissent liés, même quand les paysans sont devenus statistiquement minoritaires. Les espaces ruraux sont donc toujours colorés par une représentation et une identité spécifiquement paysannes, lesquelles peuvent avoir une traduction politique.

Bibliographie

Bonnet, Y. — 2003, « Le parti communiste dans l'Allier, 1958-1972 ». Mémoire de maîtrise. Clermont-Ferrand, Université Blaise-Pascal.

Colcombet, F. — 2002, *La République nous appelle ou comment des républicains d'entre Loire et Besbre ont subi la déportation et l'exil pour avoir défendu la République contre l'attentat criminel du 2 décembre 1851*. Saint-Pourçain-sur-Sioule, Bleu autour.

Conord, F. — 2002, « Espaces et réseaux socialistes dans l'Allier, 1944-1969 ». Mémoire de maîtrise. Clermont-Ferrand, Université Blaise-Pascal. — 2003, « L'encre, la pierre et la parole. Les socialistes de l'Allier et leur histoire, 1944-2001 », *Le Mouvement social* 205 : 43-60.

Diry, J.-P. ed. — 1990, *L'Auvergne rurale. Des terroirs au grand marché*. Clermont-Ferrand, CERAMAC.

Hartog, F. et J. Revel eds. — 2001, *Les usages politiques du passé*. Paris, EHESS.

Lajoinie, A. et R. Passevant — 1987, *À cœur ouvert*.

Paris, Messidor-Éditions sociales.

Mazataud, P. — 1988, *L'Auvergne : géopolitique d'une région*. Nonette, Créer.

Mischi, J. — 2002, « Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et du travail partisan en milieu populaire ». Thèse. Paris, EHESS.

Passevant, R. — 1995, *Résistance rouge et milices noires*. Paris, Le Temps des Cerises.

Rougeron, G. — 1983, *Quand Vichy était capitale*. Roanne, Horvath.

Sérezat, A. — 1985, *Et les Bourbonnais se levèrent. Témoignage et contribution à l'histoire de la Résistance dans l'Allier*. Préface d'André Lajoinie. Nonette, Créer. — 1995, *De Vichy à Valmy ou de la défaite à la libération de l'Allier*. Moulins, Foyers ruraux de l'Allier.

Villon, P. et C. Willard — 1983, *Pierre Villon, membre fondateur du CNR, résistant de la première heure*. Préface d'André Lajoinie. Paris, Éditions sociales.

Résumé

Fabien Conord, *Tensions entre socialisme et communisme en Bourbonnais (1945-2002)*

Depuis 1945, la gauche est prépondérante dans le conseil général et la circonscription la plus rurale de l'Allier. Les rapports entre socialistes et communistes sont étroitement dépendants des forces respectives des deux partis et oscillent entre concurrence et partenariat. Pour parvenir à une position de suprématie, élus et militants font appel à l'Histoire comme légitimation. Ils usent aussi de méthodes plus pratiques, tel l'investissement dans le syndicalisme agricole, modalité d'implantation privilégiée dans l'Allier. Cet article présente les références, la sociologie et les relais des deux mouvements. Il envisage l'évolution de la gauche par rapport aux mutations économiques et sociales, et face à une droite renouvelée durant les dernières décennies du XX^e siècle.

Abstract

Fabien Conord, *Tensions between Socialism and Communism in the Bourbonnais Area (1945-2002)*

Since 1945, the left has held a preponderant position on the board of supervisors in Allier department, France, and in its most rural district. Wavering between competition and partnership, the relations between Socialists and Communists closely depend on the strength of their respective parties. To outdistance each other, elected officials and activists appeal to History for legitimacy. They also use more practical methods, such as involvement in farmers, unions, which have given them roots in the department. This sociological study of these two movements also presents their points of references and support. The evolution of the left is seen in relation to economic and social changes, and with respect to a right-wing revival during the last decades of the 20th century.